

# Lettre de Fabien Roussel aux communistes.

# COMMUNISTES

**Cher·e camarade,**

**Au sortir de cette période inédite de deux mois de confinement dans notre pays, je m'adresse à toi comme à chaque adhérent·e du PCF, pour attirer ton attention sur les enjeux de la période qui s'ouvre.**

**D'importantes batailles politiques sont désormais devant nous, permettant de nous adresser largement à nos concitoyen·ne·s.**

**Pour la protection des populations et des salarié·e·s**

L'achat de masques, l'envolée des prix, le chômage partiel.... Tout cela coûte cher ! Défendons notre pouvoir d'achat et entrons en campagne pour la mise à disposition gratuite de masques à toutes et tous. C'est un enjeu de santé publique et de justice sociale. Nous avons mis à disposition une pétition à faire circuler sur internet, par courriel, sur les réseaux sociaux : **« Ce n'est pas à nous de payer la crise!, signez pour la gratuité des masques »**. Nous pouvons aussi la faire signer sur les marchés et dans les quartiers.

**Pour la défense et le développement des services publics**

Pour un véritable plan d'urgence pour l'hôpital public et les Ehpad, pour faire vivre l'école de la République malgré la pandémie, nous formulons plusieurs propositions très précises. C'est une question

essentielle pour notre pays. Faisons-les connaître, enrichissons-les en rencontrant localement les responsables syndicaux·ales des hôpitaux, comme ceux de l'Education nationale. Les responsables du Parti, comme nos parlementaires sont disponibles pour vous accompagner dans ces démarches et y participer.

**Pour un mode de production pour l'humain et la planète d'abord!**

Travail du dimanche, augmentation du temps de travail, hausse du chômage, conditions de travail dangereuses... Pour le gouvernement et le patronat, la priorité c'est de relancer l'économie, quoiqu'il en coûte aux salarié·e·s. Une nouvelle fois, ils veulent imposer au peuple de payer la crise. Soyons donc présent·e·s auprès des salarié·e·s, des syndicats, des associations pour résister à cette politique, mais aussi pour construire avec elles et eux d'autres choix respectant l'être humain et la planète. La lettre « La France fraternelle et solidaire, c'est vous » est toujours d'actualité et elle peut être affichée dans les halls d'immeubles, déposée dans les boîtes aux lettres. Localement, nous pouvons aussi prendre des initiatives en rencontrant les syndicats, les associations. Et c'est dans cet esprit que je redémarre un tour de France du monde du travail. C'est dans l'action, et avec eux, que nous enrichirons nos propositions pour la France.

**Journée nationale de la Résistance, le 27 mai**

Faisons de cette journée un temps fort de notre activité : nous mettrons à disposition des secrétaires fédéraux·ales et de section un texte qui permettra de commémorer cet anniversaire partout où c'est possible et de lui rendre sa visée transformatrice. En respec-

tant les règles de sécurité (pas plus de 10 personnes), en y associant nos élu·e·s, organisons un dépôt de gerbe et une lecture de ce texte le vendredi 27 mai prochain.

**L'union dans l'action**

Dans les semaines qui viennent, c'est en étant mobilisé·e·s, dans l'action autour des principales préoccupations de nos concitoyen·ne·s, de leurs problèmes du quotidien que nous pourrions ouvrir un débat large sur le monde que nous voulons construire, sur les richesses de notre pays et sur leur utilisation. C'est dans l'action et le rassemblement le plus large que nous construirons l'espoir de rompre enfin avec le capitalisme.

Tous les combats menés ces trois dernières années nous seront utiles : pour l'hôpital public et les services publics ; pour la justice sociale et fiscale ; pour le climat et pour la transition écologique ; pour l'emploi et la défense de nos industries ; pour un système de retraites pleinement solidaire... Ils montrent qu'il est possible de bâtir un rapport de force à la hauteur de l'enjeu. Ils dessinent d'autres choix possibles pour la France.

Nous savons que de nombreux·ses citoyen·ne·s, forces de gauche et écologistes, organisations syndicales, associations, organisations non gouvernementales partagent ces objectifs. Soyons dans l'action avec eux ! Pour l'hôpital, pour l'école, pour la gratuité des masques, pour le monde du travail, mobilisons-nous ! Dans les régions, les départements, les communes réunissons-nous et engageons, partout, avec nos concitoyen·ne·s et sous leur contrôle, des initiatives pour des conquêtes immédiates et pour mener le débat sur la politique qui changera la France durablement. ✪

**Pétition sur internet**



Chantalmontellier@free.fr

## L'AIR DU TEMPS

## La porte, la fenêtre et le capitalisme

L'idéologie du fric est omniprésente. Et envahit des endroits où on ne l'attend pas forcément. Un jeu vidéo s'est vendu à plus de 13 millions d'exemplaires depuis mars, en pleine période de confinement. « Animal crossing », c'est son nom, a des airs de bisounours, sauf que le « héros », le raton laveur Tom Nook, est à la fois promoteur immobilier et banquier. Et son obsession, donc la règle du jeu, consiste à s'enrichir. Jouer, ici, veut dire contracter des emprunts, boursicoter, faire de la plus-value, spéculer sur les ressources rares. La monnaie est le navet, ça fait rigolo, mais en japonais navet se dit « kabu » qui signifie aussi « action financière ». Le culte du fric, chassez-le par la porte, il revient par la fenêtre. ✪

Gérard Streiff

## VIDEO #DirectPCF avec Philippe Martinez, Benoît Teste et Fabien Roussel



# Propositions du PCF pour réussir le déconfinement

7 mai 2020

**À quelques jours du 11 mai, un seul objectif mobilise notre parti : contribuer à créer les conditions de la réussite du déconfinement.**

Or, nous constatons qu'aux graves défaillances de l'État ces derniers mois s'ajoute désormais la volonté d'imposer une reprise de l'activité à marche forcée pour relancer les profits quoi qu'il en coûte. Ce choix est irresponsable et dangereux sur tous les plans : sanitaire, social, économique, écologique et démocratique. En outre, l'exécutif se permet de faire peser la responsabilité d'un éventuel échec du déconfinement sur les Français-es et les collectivités locales. Nous ne cautionnerons pas cette politique.

La réussite du déconfinement est un enjeu majeur pour notre pays. Pour y parvenir, l'État doit d'urgence se coordonner avec l'ensemble des parties, dotées de nouveaux pouvoirs d'intervention, pour concevoir et mettre en œuvre une stratégie partagée.

Réussir le déconfinement nécessite le fonctionnement plein et entier de nos institutions démocratiques. Nous demandons la fin de l'état d'urgence sanitaire. Les prérogatives du Parlement doivent être rétablies. L'avis scientifique, celui des collectivités, des organisations syndicales et associatives doivent être réellement pris en compte. Or, le plan actuel de réouverture des écoles en témoigne : nous en sommes très loin. En outre, le respect des droits et des libertés est fondamental. Nous nous opposons en particulier à tout dispositif de traçage numérique des populations, même basé sur le volontariat. Des priorités claires doivent être définies pour une activité du service public de la justice à la hauteur des enjeux.

Réussir le déconfinement nécessite des moyens financiers importants et un changement de l'utilisation de l'argent. Nous demandons la création d'un fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation de 50 milliards d'euros, alimenté par un programme de prêts à taux négatif de la Caisse des dépôts et de la BCE, ainsi qu'une taxation des assurances, le rétablissement de l'ISF et l'abrogation de la flat tax, une augmentation à la hausse de l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui taillent dans l'emploi et les salaires pour servir les actionnaires, une taxation des Gafam et Natu, proportionnelle à l'augmentation de leur activité. Le pacte budgétaire européen doit être abrogé.

Avec ces enjeux démocratiques et financiers comme boussoles, nous avons ciblé quatre exigences pour que l'engagement des Français-es, qui

ont durement éprouvé le confinement ces derniers mois, ne soit pas vain : une stratégie sanitaire efficace, une reprise de l'activité économique sélective et encadrée, une réouverture des établissements scolaires dans un cadre national, des mesures pour que les Français-es ne payent pas la crise. Sur chacune de ces exigences, nous formulons des propositions précises qui sont indispensables selon nous à un déconfinement réussi. ✪



## 1 Une stratégie sanitaire efficace

En matière sanitaire, nous proposons avant tout l'établissement d'un droit au masque et au test pour tout-e résident-e. La marchandisation des masques par la grande distribution conduira à de graves inégalités et à des profits indécents des grands groupes du secteur. Les centaines de millions de masques dont ils disposent doivent être réquisitionnés et distribués gratuitement par l'État et les collectivités. Toutes les filières industrielles du pays pouvant contribuer à la production de masques, de tests, d'équipements de protection, de matériel médical, de médicaments indispensables à la gestion de la crise sanitaire doivent être mobilisées. Des nationalisations ou prises de participation s'avèreront nécessaire et doivent être accompagnées de nouveaux critères de gestion avec les travailleur-euse-s et les citoyen-ne-s. La reprise des transports publics ne peut se faire qu'en limitant le nombre d'usager-e-s et en leur garantissant comme aux personnels, la meilleure protection possible : maintien des gestes barrières, obligation du port du masque et de la distanciation physique.

Le renforcement de l'hôpital public et des Ehpad doit être immédiatement engagé. Cela suppose le déblocage immédiat d'au moins 10 milliards d'euros ainsi qu'un plan d'embauches massif et une augmentation jusqu'à 20% des salaires et traitement des personnels de santé.

**Cliquer pour récupérer les propositions de déconfinement**

# PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.**



**Je verse :** € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

**Chèque à l'ordre de "ANF PCF"**  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# Un plan d'urgence pour les hôpitaux publics, les Ehpad

## 300 euros d'augmentation pour toutes et tous. 100 000 emplois dans les hôpitaux et 100 000 dans les Ehpad

**A** lors que le gouvernement Macron, ses ministres et experts en tout genre ont fait preuve de non anticipation, d'incurie et de gestion calamiteuse de la grave crise sanitaire qui percuta notre pays et sa population, les personnels soignants, médicaux et non médicaux des hôpitaux, des Ehpad et des soins ambulatoires ont fait face avec responsabilité, compétences et créativité. Sans protection, sans matériels, voire sans médicaments, elles et ils ont pris les affaires en main, notamment en multipliant les lits de réanimation par deux, alors même que notre système hospitalier, affaibli, déstructuré, manquant de tout depuis de nombreuses années n'était pas le mieux préparé à accueillir des milliers de malades de ce virus inconnu jusqu'alors.

Pendant des mois, elles et ils n'ont eu de cesse de manifester, réclamer haut et fort des lits, des emplois, une reconnaissance salariale. Le PCF les a entendu-e-s avec un premier plan d'urgence et un projet de loi déposé par ses parlementaires, en novembre 2019.

Face au silence assourdissant du gouvernement, ils et elles n'ont pas cessé leurs actions jusqu'à la démission de 1 200 responsables médicaux de leurs fonctions administratives.

En novembre 2019, le Premier ministre présente en grande pompe avec A. Buzyn, son « plan urgence hôpital » qui ressemble à une habituelle entreprise de communication. Comme nous le demandions au début de l'année, le gouvernement s'engage à verser l'intégralité des sommes mises en réserve, soit 400 millions. Il débloquera 260 millions au début de la crise du Covid-19. Il donne « un coup de pouce » à l'Ondam, soit 300 millions pour 2020. Il concède des primes annuelles selon « l'engagement et l'investissement des personnels », et prévoit de reprendre un tiers de la dette globale des hôpitaux sur trois ans, soit 10 milliards.

**Cela ne fait pas le compte ! D'autres choix sont possibles et urgents : l'argent existe !**

### L'ARGENT POUR L'HÔPITAL, PAS POUR LE CAPITAL !

Cette exigence, reprise par de plus en plus de voix parmi les personnels et la population, entre en résonance avec l'engagement de Macron, le 13 mars dernier, de mettre en place « un vaste plan d'investissement et de revalorisation des carrières » pour l'hôpital. « En même temps », il commandait une note à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) qui préconisait de favoriser le secteur privé et la e-santé !

Sur le terrain, la mise en œuvre de la loi « Ma santé 2022 » se poursuit en pleine crise du Covid-19 : les plans de suppressions de lits et d'emplois, l'opportunité de fermer des services réaffectés provisoirement aux malades du virus, des services d'urgence, de chirurgie, des maternités, des services psychiatriques. Une nouvelle prime de 1 500 euros fait hoqueter de colère les soignants « au front » !

Maintenant et pas le « jour d'après », la démocratie doit s'imposer à tous les niveaux. Les hospitalier-e-s, les élu-e-s dans les villes, les associations, seul-e-s ont fait acte de responsabilité, de prises d'initiatives et de compétences pour faire face au désastre sanitaire. ENSEMBLE, elles et ils sont seul-e-s qualifié-e-s pour faire des pro-

positions à la hauteur des besoins et de l'intérêt général.

Les plans régionaux de santé sont disqualifiés : ils doivent être remis à plat et élaborés démocratiquement, à partir de la réalité d'aujourd'hui, dans toutes les régions et les bassins de vie. Le gouvernement vient de faire adopter une loi de finances rectificative de 110 milliards d'euros, à seul effet de relancer la « machine infernale » de la croissance financière. Au plan européen, 1 000 milliards sont prévus par la BCE pour soutenir la valeur des titres boursiers.

Les premiers enseignements de la crise sanitaire, avant le déconfinement qui n'a pas d'autre objectif que de remettre tout le monde au travail, nous imposent de créer les conditions du « plus jamais ça ! ».

### DES MESURES DOIVENT ÊTRE PRISES DÈS CE DÉCONFINEMENT

#### A) Création d'emplois et de formations

Un plan de création de 100 000 emplois et de titularisation de tou-te-s les contractuel-le-s dans les hôpitaux.

Un plan de création de 100 000 emplois dès cette année dans les Ehpad pour aller vers un-e salarié-e pour un-e résident-e, soit 300 000 postes à créer en 3 ans.

Une augmentation de 65 points d'indice pour la fonction publique, pour un équivalent de 300 € net à l'indice moyen. Au-delà et dans le même temps, il est indispensable de réaliser une refonte des grilles indiciaires pour que celles et ceux qui sont sur « la brèche » voient leur rémunération enfin réévaluée en compensation de leur place indispensable dans la société...

Une augmentation de tous les quotas de formation pour cette rentrée 2020 et un recrutement de 12 000 étudiant-e-s en médecine par an, dès cette année.

Reconstitution des équipes soignantes, en préservant conditions de travail, de sécurité et de qualité des soins, sur la base d'une collaboration au sein des services et le pouvoir décisionnel des instances représentatives.

#### B) Moratoire

Un moratoire sur toutes les fermetures et restructurations au sein des groupements hospitaliers de territoire (GHT). Réinstallation des lits réquisitionnés pour le Covid-19 à leur finalité d'origine et des personnels afférents. Maintien des unités de réanimation créées et répartition selon les besoins des territoires.

Ce moratoire doit permettre une élaboration démocratique de l'évaluation des besoins et des projets médicaux entre organisations syndicales, élu-e-s, et associations citoyennes d'usager-e-s.

#### C) Desserment de la contrainte financière

Il faut en finir avec les « plans de retour à l'équilibre financier » (PREF) et avec la dette des hôpitaux.

Reprise de la totalité des 30 milliards de dette hospitalière par la CDC et refinancée auprès de la Banque centrale européenne.

#### D) Investissements

La pénurie de masques, de protections, d'appareils respiratoires, voire de seringues



révèle la situation tendue des hôpitaux, aussi bien pour les achats que les investissements courants.

Reconstitution des réserves hospitalières sous l'autorité des équipes soignantes. Par ailleurs, la crise sanitaire a montré l'exigence de reconstituer des filières industrielles pour préserver l'accès en toute autonomie à des biens de santé aussi essentiels que des masques et des appareils respiratoires.

Évaluation, avec les professionnel-le-s des différentes disciplines médicales, des besoins de production et de contrôle nécessaires au bon fonctionnement de notre système de santé.

#### E) Engager la création d'un pôle public du médicament

En lien avec les recherches engagées autour des traitements et du vaccin du Covid-19, il y a urgence à les soustraire à la loi du profit.

Conjointement aux ressources publiques nécessaires (et non pas par des dons des entreprises du CAC 40 !) pour relancer la recherche des CHU, la situation sanitaire d'aujourd'hui et de demain rend indispensable la maîtrise publique et collective de la production et de la distribution des traitements et vaccins utiles à l'éradication du virus. Des choix politiques s'imposent pour engager la création d'un pôle public du médicament au service d'une politique de santé publique.

Dans l'immédiat, renégociation du prix des médicaments achetés par les pharmacies centrales hospitalières.

Ces premières propositions, imposées par la nouvelle situation sanitaire et pour faire face à l'ensemble des besoins de santé de la population clairement affaiblie, doivent faire l'objet d'un PLF55 2020 rectificatif et d'un nouveau débat de la loi de finances rectificative portant les besoins de l'économie à 110 milliards d'euros.

**Déblocage immédiat de 10 milliards pour les hôpitaux, les Ehpad !** ✪

Maryse Montangon  
commission Santé, protection sociale  
membre du CEN

# Transports en Île-de-France

**Lundi, la région Île-de-France, qui concentre le principal foyer de l'épidémie due au Covid-19, a été appelée au déconfinement comme le reste de la France malgré son statut de zone rouge et une incapacité à assurer la sécurité des millions de Franciliens.**

Le principal problème dans la région capitale tient à un chiffre : 5 millions de salariés prennent les transports en commun pour une moyenne régionale située à 52 minutes. La problématique des transports est donc au cœur de la question sanitaire et de la capacité ou non à faire face à un rebond du nombre de malades. Or force est de constater que les conditions n'y sont pas. Intrinsèquement, la réduction de l'offre de transport (liée à la crise elle-même) et la promiscuité au sein des bus, des couloirs et des rames de métro et de RER en font des lieux de contamination importants.

En appliquant les normes sanitaires de distanciation sociale, seulement un million d'usagers par jour devraient prendre les transports en Île-de-France sur les 5 millions habituels, soit 20 % des usagers franciliens. Que faire des 4 millions de salariés amenés à utiliser un autre mode de transport ?

L'équation est en réalité insoluble en l'état d'impréparation dans laquelle nous nous trouvons. Fait rare, les dirigeants de la SNCF, de la RATP et d'Optile ont écrit au Premier ministre pour dire leur incapacité à tenir des objectifs contradictoires : déplacer le plus de monde possible en concentrant le moins possible. Mais le gouvernement s'entête et se sent suffisamment l'obligé du Medef pour décider quelques minutes avant l'intervention télévisée du chef du gouvernement que la date du 11 mai serait maintenue pour la région capitale.

La date est maintenue mais les questions demeurent. Qui régulera les flux de voyageurs ? Et comment ? Faudra-t-il exposer davantage pour cela les agents ? Peut-on garantir la distribution massive de masques aux normes FFP2 gratuits aux usagers et agents, la mise en place de distributeurs de gel hydro alcoolique ?

Nous n'avons eu en retour que l'appel à la situation individuelle à un problème collectif. Les Franciliens devront se débrouiller pour les masques, la peur sera leur meilleure motivation et tant pis si tout le monde n'est pas bien équipé ou n'a pas les moyens de s'équiper. Le Conseil d'administration qui aurait dû être convoqué pour valider ou non le plan de transport ne l'a pas été et seule une information a été donnée.

**Face aux manquements de l'État et au suivisme de la région, les élus communistes ont fait plusieurs propositions.**

Il s'agit en premier lieu de limiter très fortement la demande de transports avec le maintien massif du télétravail, qui doit devenir obligatoire pour tous les salariés qui le peuvent. Si nous contestons les logiques



d'exploitation qu'induit le télétravail, nous sommes encore plus inquiets d'une surexposition des salariés à la maladie. Des dispositions réglementaires contraignantes doivent être imposées aux employeurs pour organiser le télétravail et sécuriser la vie des salariés.

Les transports publics et les routes doivent être réservés aux personnes dont la présence est indispensable sur leur lieu de travail. La circulation doit être strictement réservée sous toutes ses formes et aux heures de pointe (qui doivent être étendues) aux travailleurs.

Pour la petite couronne, il paraît indispensable d'adapter l'offre de transport pour développer fortement l'offre de RER, au départ des gares de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et des Hauts-de-Seine, de manière à éviter la saturation inévitable des trains arrivant de grande couronne. L'offre de trains doit être lissée sur toute la journée, en diminuant le nombre de trains aux heures de pointe et en rajoutant des trains aux heures creuses, de manière à inciter les usagers et les employeurs à décaler les horaires de travail afin d'éviter les phénomènes d'affluence.

Pour protéger les salariés qui sont dans l'obligation de se déplacer en transport publics, l'État doit rapidement organiser des distributions gratuites des masques FFP2 aux usagers.

Il faut encourager le développement massif de l'utilisation du vélo de manière à éviter un report vers les véhicules motorisés sur les routes, générateur de dysfonctionnements et de pollution.

Il est également indispensable d'inciter dans le même temps à l'acquisition de vélos par la création d'une aide de l'État de 100 euros pour tout achat de vélo standard en Île-de-France et de 250 euros pour tout achat de vélo à assistance électrique. La TVA sur les vélos doit baisser à 5,5 %. Cette aide viendrait alors compléter les aides existantes de la Région et des collectivités. Enfin, il nous semble indispensable de réguler le transport de marchandises en interdisant, aux horaires de pointe, l'utilisation du réseau routier aux poids lourds pour soulager le réseau. Cela actualise le combat des communistes pour le maintien de la ligne Perpignan-Rungis et, de manière générale, un grand plan d'investissement pour un service public du fret ferroviaire. Sept milliards d'euros doivent être immédiatement versés au rail pour soutenir et développer l'activité ferrée. ★

**Pierre Garzon**  
membre du CN

responsable national collectif Transports

# Ce n'est pas aux quartiers populaires de payer la crise !

**N**ous avons souligné dans le texte de congrès « Pour un Manifeste du Parti communiste du 21<sup>e</sup> siècle » nos priorités d'action et d'organisation : « Affaiblis dans notre organisation et notre activité sur les lieux de travail et les quartiers populaires, nous sommes en difficulté pour travailler à unir le salariat dans sa diversité et faire progresser sa conscience de classe, pour nourrir le mouvement populaire de nos idées. » Et nous affirmions la nécessité « d'une organisation de proximité qui fait de la politique partout, des quartiers aux entreprises... une organisation qui travaille en direction de toutes les couches sociales en proposant des axes programmatiques et en développant l'éducation populaire. »

Notre activité dans les quartiers populaires exige des efforts soutenus. Prenons la mesure des 1 500 quartiers classés Quartier politique de la ville, des 10 millions de personnes habitant des logements sociaux et de tous ces lieux où la population paie le prix fort des politiques régressives menées dans notre pays : 42,2 % des habitants de ces quartiers vivent en dessous du seuil de pauvreté, le taux de chômage frôle 25 %. La désignation dans chaque fédération d'un camarade en responsabilité de ces questions et la constitution d'un groupe de travail national sont essentielles pour avancer.

Un pas a été franchi avec une première réunion de 28 camarades de 25 fédérations sur ce thème le 29 avril. Tous ont insisté sur les urgences sociales dans ces quartiers, exacerbées par le confinement qui a aggravé les inégalités. Perte de revenus avec le chômage partiel, la fermeture des cantines, la précarité des petits boulots qui n'ouvrent aucun droit, l'augmentation des prix alimentaires... Le pouvoir d'achat est une question essentielle pour les populations. Nous avons lancé une carte-pétition réclamant le blocage des prix et la suppression de la TVA sur les produits essentiels, le versement d'une allocation exceptionnelle de 300 euros aux 9 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, l'indemnisation à 100 % du chômage partiel, l'augmentation du SMIC et des bas salaires de 20 %, la gratuité des masques.

En l'absence de telles mesures, les conséquences sociales de la crise sanitaire - déjà visibles - seront terribles et pèseront sur toute la société. Cette pétition contribue à la prise d'initiatives, la mobilisation et à l'organisation du Parti dans les quartiers. De nombreux sujets ont été abordés par les présents. L'action des maires et élus communistes a été soulignée : soutien financier aux familles modestes pour compenser l'absence de cantine, aide alimentaire sous la forme de colis solidaires, soutien aux asso-

ciations de solidarité, mise en place de points de ventes de légumes et fruits avec les producteurs locaux pour pallier à la fermeture des marchés, ouverture de centres de dépistages Covid au plus près des habitants, achats, confection et distribution de masques gratuits, présence auprès des plus âgés et des plus vulnérables, accès libre et gratuit en ligne au fonds des médiathèques... Les villes dirigées par des maires communistes se sont engagées en première ligne, alors que l'État se révélait incapable de répondre aux besoins urgents, notamment sur la question des masques !

Alors que l'endettement des familles augmente, l'interdiction des expulsions s'impose et le report définitif de la trêve jusqu'à l'hiver prochain serait une première victoire. La fracture numérique, l'incapacité de l'État à assurer dans de bonnes conditions la rentrée scolaire ébranlent la confiance dans l'école. Notre Plan d'urgence pour l'école a toute sa place dans les discussions.

Le sentiment de non-droit s'exprime fortement. L'expérience de la discrimination sociale, spatiale, raciste est commune à beaucoup, particulièrement les jeunes. Elle entraîne la perte de confiance dans les institutions et d'abord la police. Nous devons condamner sans ambiguïté les violences et propos racistes quand ils se produisent et être force de propositions sur les questions de prévention, de police et de justice. Le sentiment d'insécurité dans ces quartiers est fort, nourri par la place prise par les réseaux organisés du trafic de drogue, véritable économie parallèle dans certains lieux. Nous avons besoin de retravailler nos propositions sur la question des stupéfiants, des addictions, du soin, tout en favorisant la prise d'initiatives pour faire reculer la peur et faire entendre l'exigence populaire d'être protégés.

De grandes questions politiques traversent ces quartiers. Avançons des batailles locales et nationales permettant de renouer avec l'action politique. Nous regagnerons du terrain auprès d'habitants qui ont toute leur place dans le combat pour la transformation de la société. Sans quoi c'est bien l'individualisme et le rejet du politique qui l'emporteront. ✪

**Marie-Christine Burricand**  
membre du CEN

responsable nationale aux quartiers populaires



# La stratégie du gouvernement français au Mali doit être interrogée

**L**’s’appelait Kevin. Le soldat français tué au Mali le 4 mai dernier avait 21 ans. Cette extrême jeunesse ajoute au drame et donne un visage à cette guerre qui s’enlise au Sahel. D’autant qu’en face, des jeunes du même âge, parfois moins, se retrouvent aspirés et broyés par la mécanique d’une guerre où tout se mélange, entre misère, banditisme, trafics, absence de perspective, obscurantisme, conflits locaux et dominations extérieures...

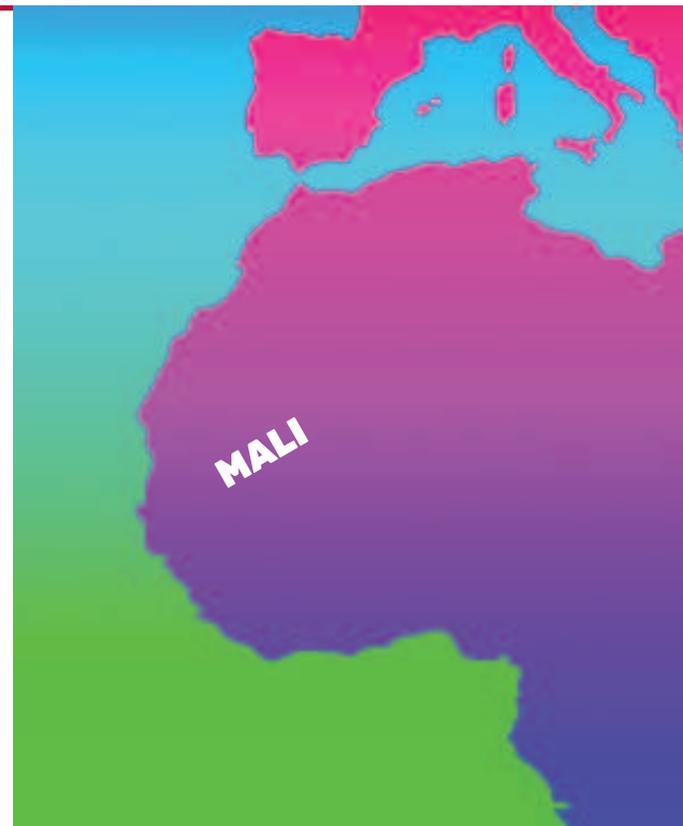
Depuis le début de l’expédition militaire en 2013, 45 militaires français ont perdu la vie. Le Parti communiste français a dès le départ alerté sur les dangers d’une approche exclusivement militaire au Mali et au Sahel, autour d’objectifs non explicités. Malgré la présence de la force française Barkhane (aujourd’hui 5 100 hommes), et de la Minusma, la lente déstabilisation s’est poursuivie. Depuis 2013, le terreau des injustices, des facteurs de divisions, des prédatations des richesses – au profit d’acteurs privés, de multinationales – est toujours vivace. Ce n’est pas la récente élection législative, avec une participation ridiculement basse et des résultats contestés, qui peut créer un climat favorable. Non consulté sur les accords de paix d’Alger, qui restent en échec, le peuple malien semble tenu à l’écart des grandes décisions. Et le contexte économique de la crise sanitaire du Covid-19 aggrave la situation sur le plan social. Comment dans ces conditions s’attaquer au terreau sur lequel prolifère l’engrenage des violences ?

La stratégie du gouvernement français vis-à-vis du Mali doit être interrogée. Au-delà des déclarations successives visant à rassurer les opinions sur des succès remportés par Barkhane, qu’en est-il réellement ? Le général Pascal Facon, commandant cette force, se veut optimiste et parle de « succès tactiques » dans la zone des trois frontières (du Mali, Burkina et Niger). La zone est en proie à des rivalités entre l’EIGS (État islamique au grand Sahara) et le GSIM (Groupe de Soutien à l’Islam et aux Musulmans, issu de la fusion d’Ansar Dine et AQMI - Al-Qaïda au Maghreb islamique). Ces rivalités affaiblissent certes les deux groupes, mais l’hydre terroriste a montré malheureusement sa capacité à se muer ; les combats « internes » alternent avec des jeux d’alliances. La question des perspectives reste posée. Quel est l’agenda poursuivi ? Pour quels objectifs ? Et avec quelles réponses et solutions politiques ? Il ne suffira pas d’énigmatiques effets d’annonce en juin lors du prochain G5 Sahel à Nouakchott pour sortir du guêpier. La perpétuation de la présence militaire Barkhane ne peut pas être une fin en soi, ni un objectif non-dit. Sept ans après le début de l’intervention militaire, l’espoir ou la confiance ne sont pas au rendez-vous au sein de la population. Et la

**Sept ans après le début de l’intervention militaire, l’espoir ou la confiance ne sont pas au rendez-vous.**

montée du sentiment anti-français ne doit pas être sous-estimée. Ces ingrédients ne sont pas neutres dans la difficile équation à résoudre au Mali et dans le Sahel. D’autant que l’État français est perçu – à juste titre – comme un des responsables du désastre, avec la guerre de Sarkozy contre la Libye. Rien ne serait pire qu’un enlèvement où les forces étrangères seraient perçues comme armées d’occupation. Les extrémistes islamistes et les entrepreneurs de la violence n’attendent que cela. Pour être crédible, il ne suffira pas d’ajouter des troupes ou de porter des coups à l’ennemi. Il faudra faire la démonstration que l’objectif est de créer les conditions d’un départ des troupes françaises, et à moyen terme étrangères, du Mali, et aussi de respecter ce peuple et sa souveraineté. Des conditions militaires, sécuritaires, politiques, économiques, sociales... Autant de réponses aux immenses défis qui nécessitent dialogue et participation des Maliennes et des Maliens, pour des solutions africaines qui ne soient pas des paravents d’autres intérêts. ✪

Dominique Josse  
collectif Afrique du PCF



**Tous les vendredis à 12H30**

débat sur les questions internationales

A voir sur la page facebook @pcfmonde

**Vendredi 15 mai**

En Europe, que se passe-t-il ? Série d’entretiens avec des responsables de partis d’Europe.

avec **Jose Luis Centella**, président du Parti communiste d’Espagne animé par Vincent Boulet

# Un jour d'après écologique et social !

**L**e confinement obligé a été le révélateur frappant d'aspects négatifs de nos sociétés sur la préservation de la planète et des écosystèmes. L'obligation de remiser nos voitures au garage a fait fortement baisser les émissions de CO<sub>2</sub> ainsi que la pollution de l'air. Même conséquences écologiques pour la forte réduction de l'activité industrielle.

C'est une bonne nouvelle pour la lutte contre le réchauffement climatique. L'amélioration de la qualité de l'air est aussi une bonne nouvelle pour la santé de nos concitoyens (cette pollution provoquant une surmortalité non négligeable). Cependant, il y a fort à parier que ces aspects paradoxalement positifs de la crise sanitaire ne soient que provisoires si le jour d'après ne change pas radicalement nos modèles de sociétés.

Comment doit-on envisager un après écologique... sachant que ne se perpétueront ni un confinement généralisé, ni une industrie réduite à l'indispensable survie ?

Il convient d'avoir des propositions pour révolutionner notre société, nos modes de production, dépasser un système capitaliste obnubilé par l'argent, sur-exploiteur des ressources naturelles et impliqué dans la dégradation de la planète. Car ce même système capitaliste, mis en accusation par nombre de nos concitoyens, va préparer sa défense, proposer des solutions pour accroître sa mainmise sur la planète et accroître ses profits, comme il en est capable avec le réchauffement climatique où le droit à émettre du CO<sub>2</sub> se négocie sur les marchés financiers.

Ainsi, même un Macron, chaud partisan de l'argent-roi, défenseur du temple capitaliste, empêtré dans les contradictions du système et sa mise en accusation, s'oblige à des entorses aux lois du marché en relocalisant des productions. Je pense aux masques qui ne sont plus que rarement produits en France quand l'essentiel provient de pays à bas coûts salariaux et, dans ce cas, de la Chine.

C'est un bel exemple de ce qu'il faudrait généraliser demain pour combiner protection de nos concitoyens et de la planète. Relocaliser ! Produire local ! C'est mettre en place des circuits courts. Circuit court ne vaut pas que pour les produits agricoles, l'alimentation. Cela vaut pour l'industriel également : il est indispensable de faire décroître



fortement le transport de marchandises sur des milliers de kilomètres, déplacements engendrés par les logiques de délocalisation des productions et de dumping social, fiscal et donc de dumping environnemental. A titre d'exemple, le caractère ubuesque de la chaîne de valeur qui conduit à faire décortiquer au Vietnam des crustacés écossais, puis les faire fumer à Madagascar pour finalement les vendre dans des magasins en Europe...

Les circuits courts sont un des moyens de réduire l'empreinte carbone exorbitante que représentent les transports. Cette logique écologique est couplée à des vertus sociales en termes de création d'emplois. Ces circuits courts doivent être combinés à un effort d'investissement, de développement vigoureux dans les modes de transports les plus propres ! Pour le transport des personnes, il faut aller

vers une réduction du transport individuel en voiture, en favorisant le ferroviaire, les transports en commun, le co-voiturage, le vélo et la marche à pied. Pour le transport des marchandises, ferroviaire, fluvial et maritime (cargos à voile) doivent être favorisés au détriment du tout camion et des avions.

A l'objectif, idéalisé par certains, d'une société totalement décroissante qui prendrait le risque de ne pas répondre à des besoins fondamentaux des sociétés humaines (vaincre la faim et la pauvreté, améliorer la santé, rénover thermiquement des logements ...), il convient de plaider pour une décroissance des activités inutiles et une croissance de ce qui est utile socialement. Il convient de plaider pour des relocalisations, une production agricole et industrielle de proximité, en investissant dans la recherche pour que les processus agricoles comme industriels soient respectueux de l'environnement, et n'épuisent pas les ressources. A l'obsolescence programmée, concept certifié capitaliste, destiné à accentuer la vente de nouveaux produits pour faire de nouveaux profits, préférons l'économie circulaire qui implique éco-conception des produits, réparation, économie des ressources pour les produire. Il faut imaginer une société qui produise, si elle se donne les moyens de produire propre et de produire utile.

Voilà quelques pistes de réflexions qui n'épuisent pas le sujet! ✨

Alain Pagano  
membre du CEN  
responsable de la commission Écologie

## COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Polotec, Julien Zoughebi.  
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr) RELECTURE : Jacqueline Lamothe  
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)  
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA